

Compte-rendu du CHS-DI du 9 novembre 2011

Bilan CHS 2011 : encore une année difficile !!!

Pour la deuxième année consécutive, le calendrier resserré des dates de tenue des CHS n'a pas permis de travailler de manière satisfaisante sur la programmation des travaux.

Le premier CHS 2011 s'est en effet tenu le 21 juin. Une date beaucoup trop tardive, et qui traduit une faible mobilisation durant le début d'année de l'administration pour les travaux du CHS.

La date du deuxième et dernier CHS 2011 est quant à elle directement liée à la date limite d'engagement des dépenses par Chorus (application qui gère les dépenses de l'Etat).

Les organisations syndicales ont dénoncé **ce calendrier sous contrainte** qui empêche la mise en place d'un véritable programme de prévention.

Les représentants CGT ont particulièrement insisté sur la date du premier CHS qui doit se tenir au premier trimestre de chaque année.

Monsieur ODRU a reconnu ces difficultés et s'est engagé pour 2012 à revenir à un calendrier plus satisfaisant.

Le programme complémentaire des travaux, même s'il répond à de véritables besoins pour les agents, a été élaboré dans la précipitation de peur de ne pas pouvoir engager l'ensemble des crédits.

Les représentants syndicaux se sont ainsi vus contraints de valider certaines dépenses

dont le financement aurait dû être pris en charge par le budget de l'administration.

Rapport Annuel du Médecin de Prévention

Le docteur LAGAHE nous a présenté un bilan de son activité pour l'année 2010.

Il en ressort principalement une augmentation du nombre de situations de souffrance exprimée par les agents. L'ambiance de travail et les relations conflictuelles semblent être au centre du problème. Elles pourraient être également le résultat d'une perte de repère et de souffrance du collectif.

Il est alors évident au vu de ce rapport que les restructurations incessantes, les suppressions d'emplois sont à l'origine de stress et de souffrance. La réforme de l'Etat menée tambour battant a pour seul but de réduire le coût financier. Il serait maintenant temps de tenir compte du coût humain !!

Mme LAGAHE a enfin insisté sur l'importance de la surveillance médicale des agents réintégrés après un Congé Longue Maladie ou Longue Durée. En 2010, 9 agents ont été concernés.

La DGFIP semble se préoccuper enfin de ce sujet puisqu'elle va organiser en 2012 une enquête nationale sur les conditions de réintégration des agents de retour de CLM ou CLD. Monsieur Odru nous a informé que la DDFIP 64 avait été choisie pour participer à cette enquête.

Propositions complémentaires de programme 2011 (*)

DRDDI	
Acquisition complémentaire de briques caoutchouc de protection stand de tir	1.444,17
1 formation SST pour 10 agents des douanes	1.200,00
1 formation aux risques routiers pour 9 agents des douanes	2.819,44
TOTAL	5.463,61 €
Commentaires : La qualité de l'air sur le site de Biriattou continue à animer les débats du CHS. La volonté des représentants CGT est avant tout de donner une information claire aux agents concernés. Une nouvelle étude dont le financement avait déjà été provisionné aura donc bien lieu. Nous espérons qu'enfin une réponse sans ambiguïté pourra être apportée aux agents concernés.	

DDFiP	
Travaux de rénovation électrique du C.F.P de Bayonne	6.255,86
Réfection nez de marches escalier extérieur C.F.P de Bayonne	3.049,80
Acquisition de 200 brassards pour serre et guide file, de 20 casques chantier et 20 gilets jaunes, de 6 triangles de signalisation et de 15 cônes pour les géomètres du cadastre	3.435,21
Sécurisation de la porte d'entrée des agents de la Trésorerie de Pontacq	3.723,15
Achat de 3 caissons temporisés pour les Trésoreries de Garlin, Arzacq et Arudy	6.171,36
Fournitures et pose de stores au SIE-SIP d'Anglet et Bayonne	10.435,20
Fournitures et pose de stores à la Trésorerie de St Jean Pied de Port	926,61
Acquisition de chariots à desserte pour 12 postes comptables	2.614,78
Aménagement d'un espace vitré dans un bureau du SIE d'Oloron destiné à un agent souffrant de troubles auditifs	7.189,89
Acquisition de fauteuils ergonomiques à la Trésorerie de Cambo	1.267,76
Acquisition de fauteuils ergonomiques à la Trésorerie d'Ustaritz	498,73
Aménagement de postes de travail : achats d'équipements adaptés (porte-documents, supports d'ordinateurs portables, bras articulés pour téléphone...)	2.977,48
TOTAL	48.545,83€
Commentaires : Les représentants syndicaux ont rappelé que les travaux de rénovation électrique ne devaient pas être pris en charge par le CHS. Face à un manque de temps pour faire d'autres propositions de travaux, les représentants CGT se sont sentis obligés de valider ce programme. Il est à souligner le rôle important de l'Inspecteur Sécurité Santé (ex IHS) et du Médecin de Prévention. Leurs interventions sont à l'origine par exemple de la réfection des escaliers du C.F.P Bayonne et des nombreux aménagements des postes de travail.	

(* Vous trouverez les précédentes propositions dans le compte rendu de la réunion du 21 juin 2011)

Un point sur les formations

Les dernières sessions de formation maniement des extincteurs et formations de Secouriste Sauveteur du Travail se dérouleront en décembre 2011 et janvier 2012.

7 agents restent également à convoquer pour la formation de recyclage à l'habilitation électrique.

La formation dédiée à la prévention des risques psycho-sociaux réservée au personnel d'encadrement a connu quelques bouleversements au cours de l'année.

D'une durée initiale de 3 jours, elle a été rapidement réduite à 2 jours puis finalement à 1 journée, pour des problèmes de calendrier.

Elle a été proposée à l'ensemble des cadres A/A+ du département ayant des

fonctions d'encadrement et aux membres du CHS.

L'intérêt de cette formation n'est pas bien sûr de culpabiliser les cadres A/A+.

Au même titre que l'ensemble des agents de la DGFIP, **ils sont eux aussi victimes des restructurations, et de la pression face aux objectifs à réaliser.**

Mais seule une toute petite poignée de ces cadres avait jusque là participé aux formations de gestion du stress et des conflits, mises en place depuis maintenant 3 ans.

En raison du contexte actuel du travail, il semblait nécessaire aux représentants CGT de demander à l'administration de convoquer les encadrants, qui sont en première ligne, à ces formations.

Si elles apporteront sans doute un enrichissement personnel aux agents convoqués, elles ne doivent pas masquer la réalité de la situation ou bien être un élément d'accompagnement des réformes. Il ne s'agit pas, pour la CGT, de dédouaner l'Administration de ses responsabilités.

Pour nous, c'est clair :

La prévention des risques psycho-sociaux passe avant tout par une autre politique, et la remise en cause de la RGPP.

Les travaux en cours

- La Trésorerie de Mauléon :

Trop d'atermoiements et d'hésitations dans ce dossier ! La question se pose de l'origine des blocages et ralentissements constatés !

Toujours est-il que les agents passeront un nouvel hiver dans des conditions très difficiles.

En effet, ce n'est plus la solution du relogement qui est maintenant prévue.

La mairie a finalement décidé de rénover totalement le bâtiment de la Trésorerie.

Des travaux conséquents doivent débuter en 2012. Les agents seront alors relogés durant cette période dans un local sur Mauléon non encore choisi à ce jour.

La totalité des travaux devrait être financée par la commune de Mauléon.

Pour cet hiver, la mairie s'est engagée à s'occuper de la chaudière défaillante, en installant un thermostat qui devrait garantir une température correcte.

Doit-on le rappeler : ce n'est pas efficace, ni économique, ni écologique de couper la chaudière la nuit et le week-end !

Il est recommandé de maintenir un température minimale, même pendant les périodes non occupées.

- La Trésorerie d'Oloron :

Il s'agit d'un projet qui permet avant tout de libérer les locaux occupés par les agents de la trésorerie qui rejoindront des locaux vides du SIE-SIP d'Oloron.

L'administration fera ainsi l'économie du loyer du bâtiment appartenant à la commune.

Grâce à cette opération immobilière et financière, les agents seront sans doute mieux logés qu'ils ne le sont actuellement. A vrai dire, cela pourra difficilement être pire !!!

Les travaux devraient débuter durant l'été 2012.

- La Trésorerie de Morlaàs :

Après avoir eu de grands projets de réaménagement en début d'année, l'administration nous a indiqué que les travaux prévus étaient suspendus.

Le projet qui devait permettre notamment un réaménagement du coin repas, ne peut se réaliser tant qu'un locataire ne quitte pas un appartement situé dans les locaux.

Aucune date de début de travaux ne peut donc être donnée.

Il faudra pour les agents se contenter de la parole de la mairie qui a promis que le problème serait prochainement réglé...

- La mezzanine de la DDFIP :

Les agents du service Caisse des Dépôts et Dépôts de Fonds ont enfin été relogés au sein du bâtiment.

Ils ont ainsi rejoint ces derniers jours le 7^{ème} étage de la DDFIP.

Ce dossier qui était au menu de chaque CHS depuis de nombreuses années, semble être enfin réglé.

Espérons que l'administration n'oublie pas cet épisode en relogant dans quelques années des agents au même endroit !!!

Le ménage !

Le nouveau prestataire (DGFIP et Douanes) est la société SAMSIC.

Nous avons demandé des précisions sur le cahier des charges qui lui a été soumis.

Déjà, des baisses d'horaires et des irrégularités dans la reprise des contrats des femmes de ménage ont été constatées.

A-t-on encore changé pour pire ?

Les Douaniers restent au sein du CHS-DI

La présence de la DRDDI au sein du CHS-DI 64 a été remise en cause en début d'année par un projet de régionalisation.

Finalement le CHS-DI conservera la DRDDI 64 mais accueillera également la DRDDI 40. De nouveaux sites, de nouveaux agents seront donc concernés par les travaux du CHS.

D'autres départements n'ont cependant pas eu cette chance.

La régionalisation au sein de la DRDDI a ainsi eu pour conséquences de regrouper jusqu'à 8 départements en un seul CHS !!

C'est ingérable et ce sont encore les agents qui en souffriront.

C'est pourquoi les représentants CGT restent opposés à cette nouvelle cartographie (imposée) qui fait perdre le caractère ministériel à la majorité des

CHSCT, désorganise le travail des acteurs de prévention et exclut les agents de l'ex-CCRF, victimes de la REATE.

L'ex DDCCRF et le projet "Tourasse"

Les agents de l'ex DDCCRF ont déjà rejoint la DDPP et dépendront dès 2012 du CHS DDPP.

Une dernière réunion a eu lieu le 18 novembre dernier pour préparer le relogement des agents sur la Cité Tourasse.

Ce projet pluri-annuel va toucher les agents de différentes administrations déjà présents sur le site et doit permettre un relogement des collègues de l'ex DDCCRF au plus tôt en septembre 2013.

Deux années de travaux sont donc nécessaires, avec une phase délicate de désamiantage.

Mais l'enveloppe financière prévue ne permettra sans doute pas de rénover correctement la cité administrative Tourasse qui s'est beaucoup dégradée depuis sa construction dans les années 70.

Quand on voit l'état de la Cité Tourasse, on souhaite que nos collègues de l'ex DDCCRF restent le plus longtemps possible dans leurs locaux !!

Le document unique

La DRDDI a annoncé avoir terminé l'actualisation du Document Unique d'Evaluation des Risques professionnels.

Par contre la DDFIP apparaît comme le mauvais élève de la classe, puisqu'elle a reconnu avoir un retard très important sur ce sujet !!!

SIÈGEANT POUR LA CGT FINANCES

Anne SÉGUIER -DDFiP - PGF

Éric MANRY - DDFIP - PGP

Caroline FILLOUX - Douanes

Laurent LONDAIZ - Douanes

Catherine Desbonnet - SIP Pau Nord

Jean-Louis WICHEGROD - DDPP (ex DDCCRF) Pau